

**Assemblée générale**

Distr. générale  
11 février 2015

Original: français

---

**Conseil des droits de l'homme  
Groupe de travail sur la détention arbitraire**

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention  
arbitraire à sa soixante et onzième session, 17-21 novembre  
2014**

**N° 39/2014 (Tunisie)**

**Communication adressée au Gouvernement le 15 septembre 2014**

**Concernant Salem Lani, Abdedelwaheb Thabti, Mabrouk Gasser, Elfakhem Elwichi,  
Bechir H'rabi, Monji Maiz, Ibrahim Thabti et Saïd Chibli**

**Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication.**

**L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques auquel il a  
adhéré le 18 mars 1969. L'État est aussi partie à la Convention contre la torture et  
autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants à laquelle il a adhéré  
le 23 septembre 1988.**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102 et l'a prolongé d'une période de trois ans par sa résolution 15/18, en date du 30 septembre 2010. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 24/7 du Conseil, en date du 26 septembre 2013. Conformément à ses méthodes de travail (A/HRC/16/47, annexe), le Groupe de travail a transmis la communication susmentionnée au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de

GE.15-02282



\* 1 5 0 2 2 8 2 \*

Merci de recycler



l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

### Informations reçues

#### *Communication émanant de la source*

3. Le cas ci-dessous a été soumis au Groupe de travail sur la détention arbitraire dans les termes suivants.

4. Selon les informations reçues, huit personnes de nationalité tunisienne appartenant au parti Ennahda ou membres du Comité local de protection de la révolution ont été arrêtées par les autorités tunisiennes et seraient détenues pour la plupart depuis novembre 2012 à la prison de Harboub. Il s'agirait de:

- Salem Lani, né le 14 juin 1985;
- Abdedelwaheb (ou Abdelwahab) Thabti, né le 1<sup>er</sup> août 1980;
- Mabrouk Gasser (ou Elkassir ou Elkasser ou Elkaser), né le 21 février 1971;
- Elfakhem (ou Elfakhim) Elwichi, né le 19 janvier 1967;
- Bechir H'rabi (ou Harabi ou Elharabi), né le 15 septembre 1968;
- Monji (ou Mongi) Maiz, né le 20 mars 1986;
- Ibrahim Thabti (ou Thebti), né le 12 mars 1986;
- Saïd Chibli, né le 3 août 1962.

5. Selon les informations reçues, une manifestation pacifique organisée par le Comité local de protection de la révolution et autorisée par les pouvoirs publics s'est tenue le 18 octobre 2012 dans le gouvernorat de Tataouine en vue de contester le maintien en poste, après la révolution tunisienne du 14 janvier 2011, de personnes prétendument corrompues dans l'administration régionale et dans les offices de ce gouvernorat.

6. La source rapporte que cette manifestation a débuté par un discours prononcé par Saïd Chibli devant la Maison du peuple pour expliquer le but de la manifestation et insister sur son caractère pacifique. La manifestation s'est ensuite dirigée de manière calme et disciplinée vers certains lieux jugés stratégiques. Ce n'est qu'en arrivant vers 11 heures devant le siège du Syndicat général de l'agriculture et de la pêche que les événements ont pris une tournure différente.

7. La source allègue que les occupants de ce bâtiment, notamment Lofti Naguedh, Salah Bouchnak et Ahmed Alhamdi, ont commencé à attaquer les manifestants par des jets de pierres et des cocktails Molotov, causant de graves brûlures à plusieurs manifestants. La police antiémeutes ayant tiré en l'air pour disperser les personnes présentes, une situation de panique générale a gagné l'endroit et les occupants du siège dudit Syndicat ont alors quitté le bâtiment.

8. Selon les informations reçues, un de ces occupants, M. Naguedh, fut alors victime d'une crise cardiaque. M. Chibli aurait alors tenté de protéger M. Naguedh. Ce dernier a ensuite été transporté à l'hôpital où il a été réanimé par le médecin des urgences avec de l'oxygène. Son état de santé se serait amélioré puis, un quart d'heure plus tard, se serait de nouveau dégradé. Cinq médecins et infirmiers ont procédé à des massages cardiaques pendant 35 minutes avec injection d'adrénaline, chocs électriques et pressions sur la cage thoracique expliquant les fractures constatées à cet endroit du corps. Malgré ces tentatives, M. Naguedh est décédé à l'hôpital des suites de cette crise cardiaque. Ces faits médicaux ont été constatés et le décès par crise cardiaque a été confirmé dans un rapport médical par l'équipe des urgences et l'équipe de réanimation de Tataouine.

9. La source rapporte que le dossier médical du défunt a disparu de l'hôpital mais que des témoignages concordants attestent que M. Naguedh avait subi deux précédentes crises cardiaques en 2005 et 2006 (hospitalisation entre le 4 mars 2005 et le 9 mars 2006, dossiers n<sup>os</sup> 1744/2005 et 61/2005) et que le diagnostic médical était une insuffisance du myocarde.

10. La source indique que, le 21 octobre 2012, le Syndicat principal de la garde nationale de Tataouine et le Syndicat de la compagnie de l'intervention de Tataouine ont émis un communiqué confirmant que la manifestation était pacifique et qu'ils s'étaient assurés que les manifestants n'étaient pas armés. Ils ont également témoigné des événements et du fait que certains membres du Syndicat régional de l'agriculture et de la pêche ont jeté depuis le balcon du siège du Syndicat de l'eau bouillante, des cocktails Molotov et des pierres en direction des manifestants, ce qui aurait poussé certains d'entre eux à jeter à leur tour des pierres et à vouloir pénétrer dans le bâtiment.

11. Huit personnes participant aux manifestations ont été accusées d'homicide et arrêtées, malgré le témoignage à décharge du cousin du défunt, Jilani Dabbabi, et malgré les certificats et rapports médicaux attestant du décès par crise cardiaque établis par cinq médecins différents et confirmés par le médecin légiste. Néanmoins, le juge d'instruction aurait demandé l'avis d'un autre médecin, le docteur Samir Maatoug, qui a affirmé, sur la base des rapports de police et d'instruction et sans examiner le corps du défunt, que la mort résultait des violences et non de la crise cardiaque.

12. Selon les informations reçues, le 4 novembre 2012, à Tataouine, la police criminelle (unité de Gorjani) a procédé à l'arrestation sans mandat d'Ibrahim Thebti, Mongi Maiz, Bechir Harabi, Elwichi Elfakhim et Mabrouk Elkaser, qui ont été transférés à la prison de Harboub en attendant leur premier interrogatoire. Le 6 novembre 2012, Saïd Chibli fut à son tour arrêté après une convocation au poste de Gorjani à Tunis et entendu au tribunal de première instance de Tataouine, et ce, avant l'audition des personnes arrêtées plus tôt le 4 novembre 2012. Alors que le juge d'instruction aurait ordonné leur détention le 9 novembre 2012, ce n'est que le 16 novembre 2012 que toutes ces personnes seront entendues au tribunal de première instance de Tataouine. Suite à cet interrogatoire, MM. Thebti et Elfakhim furent libérés, puis arrêtés de nouveau après recours du ministère public contre cette décision.

13. Le 15 décembre 2012, Abdelwahab Thabti fut arrêté à Tataouine, entendu le 17 décembre 2012 et transféré à la prison de Harboub. Le 16 janvier 2013, Salem Lani fut à son tour arrêté, entendu le lendemain par le tribunal de première instance de Tataouine et transféré à la même prison de Harboub.

14. La source affirme que ces personnes ont été détenues dans un lieu secret pendant la durée de leur garde à vue. Les conseils de ces personnes ont reçu l'information selon laquelle ces dernières avaient été présentées à un médecin et étaient en bonne santé. Cependant, toujours selon la source, les agents ayant mené les auditions des personnes auraient menacé celles-ci d'emprisonnement à vie et les auraient insultées et déroutées par des questions multiples, posées en même temps, et accompagnées de gestes déplacés, voire d'attouchements. D'autre part, le juge d'instruction aurait refusé la présence de leurs avocats et de convoquer les témoins de la défense.

15. Selon les informations reçues, le 29 mars 2013, l'instruction préliminaire a été clôturée et Abdelwahab Thabti et Salem Lani ont été inculpés d'homicide volontaire avec préméditation tandis que les six autres accusés ont été inculpés de participation à un homicide. Le 3 avril 2013, des recours ont été interjetés par le ministère public et la défense des détenus.

16. Le 23 avril 2013, suite au parti pris des magistrats en défaveur des accusés avant même de les avoir jugés, les conseils de ces personnes détenues ont demandé la récusation du tribunal saisi et le transfert du dossier à une autre juridiction.

17. Le 15 juillet 2013, la chambre d'accusation du tribunal de seconde instance de Sousse a rejeté les différents recours et décidé d'inculper les prévenus pour participation à une bagarre ayant causé la mort d'une personne à la suite d'un arrêt cardiaque.

18. Selon les informations reçues, le 12 août 2013, la justice tunisienne a ordonné le transfert de tous les détenus vers le Sahel. Ils furent répartis en trois groupes: MM. Chibli, Maiz et Elharabi ont été transférés à la prison de Messadine dans le gouvernorat de Sousse; MM. Thabti, Thebti et Elfakhim ont été transférés à la prison de Mehdiya, gouvernorat de Mehdiya; tandis que MM. Lani et Elkassir ont été transférés à la prison de Monastir, gouvernorat de Monastir.

19. Le 24 septembre 2013, le Procureur général du tribunal de seconde instance de Sousse a saisi la Cour de cassation de Tunis d'un recours contre la décision du 15 juillet 2013. La source estime que, suite à des pressions, la chambre d'accusation du tribunal de seconde instance de Sousse aurait, le 3 janvier 2014, annulé l'accusation d'homicide involontaire et requis une peine pour assassinat prémédité par ce groupe de huit personnes, subsidiairement avec participation à une dispute ayant causé la mort à la suite d'un arrêt cardiaque.

20. La source rapporte que, le 23 janvier 2014, la chambre d'accusation du tribunal de seconde instance de Sousse a décidé de renouveler, sur la base des mêmes faits, l'inculpation d'homicide volontaire et le placement en détention, ce qui a eu pour conséquence de maintenir les accusés en détention au-delà de la durée maximale de détention provisoire prévue.

21. Le 25 mars 2014, M<sup>e</sup> Lamia Khmiri a déposé plainte contre les membres de la chambre d'accusation du tribunal de seconde instance de Sousse pour violation des dispositions légales régissant la détention provisoire, dénonçant ainsi des détentions arbitraires. L'affaire serait actuellement pendante devant la Cour de cassation de Tunis sous la référence n° 36081. Depuis, cette Cour n'a cessé de reporter les dates de délibération.

22. L'article 29 de la nouvelle Constitution tunisienne de 2014 et les articles 84 et 85 du Code de procédure pénale tunisien constituent les garanties nationales en matière de détention. Il ressort notamment de ces deux derniers articles que la durée de la détention préventive pour des crimes ou délits graves ne peut dépasser 14 mois. Or, en l'espèce, cette durée est dépassée puisque ces personnes seraient détenues depuis le 4 novembre 2012 (Ibrahim Thebti, Mongi Maiz, Bechir Harabi, Elwichi Elfakhim et Mabrouk Elkaser); le

6 novembre 2012 (Saïd Chibli); le 15 décembre 2012 (Abdelwahab Thabti); et le 16 janvier 2013 (Salem Lani).

23. Selon la source, la décision judiciaire de janvier 2014 retenant de nouvelles charges contre les requérants pour justifier une nouvelle détention préventive serait une violation manifeste des dispositions nationales. La détention ne reposerait sur aucun fondement légal et revêtirait de ce fait un caractère arbitraire relevant de la catégorie I des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail, en violation de l'article 9, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

24. La source expose que la privation de liberté de ces huit personnes revêt un caractère arbitraire relevant également de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail, ces personnes n'ayant pas bénéficié des garanties d'un procès équitable. Ainsi, selon la source, les principes de présomption d'innocence et d'impartialité n'auraient pas été respectés puisque les magistrats auraient affiché publiquement leur hostilité envers ces personnes, en violation des articles 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 14, paragraphes 1 et 2, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. En attesteraient les propos du Procureur général de Médenine qualifiant les détenus de «criminels» avant même le début de l'instruction et ayant poussé la défense à demander, en vain, le transfert du dossier vers une autre instance pour cause de partialité du premier tribunal. Les plaintes déposées contre des membres du corps judiciaire seraient restées sans suite.

25. La source rapporte que la justice aurait pris en compte les seuls témoins à charge et écarté les témoins à décharge, marginalisant également les preuves telles que les certificats médicaux, les photos et les vidéos, en violation de l'article 14, paragraphe 3 e), du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. D'autre part, selon la source, l'absence de mandat de dépôt en violation de l'article 9, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les entraves à l'accès à la défense (notamment en raison d'une détention secrète) en violation de l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 14, paragraphe 3 b), du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les méthodes d'interrogatoire en violation de l'article 14, paragraphe 3 g), et l'absence de personnalisation de l'accusation seraient également la preuve de l'absence d'un procès équitable.

26. Il ressort des informations reçues que cette détention pourrait être arbitraire et relever de la catégorie V en raison d'une discrimination liée à l'appartenance politique de ces personnes au mouvement illégal Ennahda.

#### *Réponse du Gouvernement*

27. Dans une lettre datée du 15 septembre 2014, le Groupe de travail a transmis les allégations ci-dessus au Gouvernement tunisien et lui a demandé des informations détaillées sur la situation actuelle des huit personnes susmentionnées ainsi qu'une clarification concernant les bases juridiques justifiant leur mise en détention.

28. Le Groupe de travail regrette qu'à ce jour le Gouvernement n'ait pas répondu aux allégations qui lui ont été transmises ni demandé de prolongation du délai imparti pour soumettre une réponse, conformément aux paragraphes 15 et 16 des méthodes de travail du Groupe de travail.

29. Malgré le défaut de réponse du Gouvernement, le Groupe de travail estime qu'il est en mesure de rendre son avis sur la détention des huit personnes susmentionnées, conformément au paragraphe 16 de ses méthodes de travail, en ne se fondant que sur les informations fournies par la source.

## Discussion

30. À la réception des informations soumises par la source, le Groupe de travail a relevé un certain nombre de contradictions matérielles dans l'orthographe des noms, dans les dates d'arrestation et dans le nombre de personnes concernées. Le secrétariat du Groupe de travail a donc sollicité des précisions de la source dès le 27 juin 2014, mais en vain. Toutefois, ces contradictions n'affectent pas la substance de l'allégation dans la mesure où la situation elle-même est de notoriété publique et la source a soumis un nombre d'éléments concordants sur la détention continue et la procédure judiciaire concernant les huit personnes nommément citées par la requête. En clair, la crédibilité *prima facie* des allégations est établie.

31. Ensuite, et s'agissant d'abord de la catégorie I de la détention arbitraire, le Groupe de travail considère que le changement de qualification des faits ne saurait permettre à la puissance publique d'ouvrir une nouvelle période de détention provisoire sans tenir compte de la détention passée. En conséquence, le Groupe de travail conclut que la poursuite de la détention des personnes en cause à partir de janvier 2014 (jusqu'au début du procès) manque de fondement légal et qu'elle est, dès lors, arbitraire.

32. En outre, le Groupe de travail est profondément préoccupé par les violations répétées du droit à un procès équitable dans ses éléments fondamentaux tels que les droits de la défense, l'intégrité de la procédure et l'impartialité du tribunal, comme établi dans l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 14, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Les faits rapportés et non contredits par le Gouvernement tunisien révèlent des manquements graves du système judiciaire, tout au moins en ce qui concerne ces huit personnes. En conséquence, le Groupe de travail conclut à une détention arbitraire au titre de la catégorie III. Il convient de renvoyer la situation au Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats pour une appréciation plus étendue et le suivi nécessaire afin que l'état de droit soit une réalité de chaque instant en Tunisie.

33. Enfin, les faits non contestés par le Gouvernement tunisien montrent bien que les huit personnes en cause sont poursuivies à la suite de l'exercice par elles de leur liberté d'opinion, d'expression et de manifestation telle que reconnue dans l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et dans le cadre légal défini puisque la manifestation sur la voie publique avait été dûment autorisée. Tout porte à croire que leur appartenance au parti politique Ennahda est le fondement même des poursuites à leur encontre, tout étant mis en œuvre pour convaincre de leur responsabilité dans un décès accidentel dans des circonstances qui, autrement, ne permettent pas d'établir une telle responsabilité. Le Groupe de travail, dès lors, conclut que la détention est aussi arbitraire au titre de la catégorie V.

34. Le Groupe de travail est aussi préoccupé par le traitement des personnes en cause au tout début de leur détention. Une enquête approfondie sur cette allégation de mauvais traitement serait requise et le Groupe de travail renvoie l'affaire au Rapporteur spécial sur la question de la torture.

## Avis et recommandations

35. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation continue de liberté de Salem Lani, Abdedelwaheb Thabti, Mabrouk Gasser, Elfakhem Elwichi, Bechir H'rabi, Monji Maiz, Ibrahim Thabti et Saïd Chibli est arbitraire en ce qu'elle manque de fondement légal pour la période commençant en janvier 2014, en violation de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Cette détention est aussi arbitraire en ce que le droit à un procès équitable des huit personnes en cause n'a pas été respecté et en ce que leur poursuite résulterait de l'exercice de leurs libertés fondamentales, en violation des articles 10 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des articles 14 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Cette détention relève dès lors des catégories I, III et V des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

36. En conséquence, le Groupe de travail prie le Gouvernement tunisien de procéder sans attendre à la libération de Salem Lani, Abdedelwaheb Thabti, Mabrouk Gasser, Elfakhem Elwichi, Bechir H'rabi, Monji Maiz, Ibrahim Thabti et Saïd Chibli et de prendre les mesures nécessaires pour remédier au préjudice matériel et moral qu'ils ont subi, en prévoyant une réparation raisonnable et appropriée conformément à l'article 9, paragraphe 5, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

37. Le Groupe de travail rappelle que le Conseil des droits de l'homme a demandé à tous les États de coopérer avec le Groupe de travail, de tenir compte de ses avis et de prendre les mesures appropriées pour remédier à la situation des personnes privées de leur liberté, ainsi que d'informer le Groupe de travail des mesures qu'ils auront prises<sup>1</sup>. En conséquence, le Groupe de travail requiert la coopération pleine et entière de la République tunisienne dans la mise en œuvre de cet avis pour remédier effectivement à une violation du droit international.

38. Le Groupe de travail saisit aussi le Rapporteur spécial sur la question de la torture des allégations de mauvais traitement présentées et non contestées dans cette affaire, pour toute mesure appropriée.

39. Le Groupe de travail saisit en outre le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats des allégations de partialité du pouvoir judiciaire vis-à-vis des personnes mises en cause dans cette affaire en raison de leur appartenance politique, pour toute mesure appropriée.

*[Adopté le 18 novembre 2014]*

---

<sup>1</sup> Résolution 24/7 du Conseil des droits de l'homme, par. 3, 6 et 9.